



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 66 – mars 2016

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 81 – Roumanie championne de la lutte contre la corruption en Europe ?



D'après Hoyt Yee, adjoint de l'assistant aux Affaires européennes et eurasiatiques du secrétaire d'État américain, la Roumanie est devenue un modèle en matière de lutte contre la corruption en Europe. Pourtant, ce pays fut longtemps gangrené par ce phénomène : 70 milliards d'euros volés au gouvernement roumain depuis les années 1990, une économie parallèle qui représenterait 31 % du PIB national (chiffres 2014).

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Argentine



Un accord a été signé le 29 février à New York entre le nouveau président Mauricio Macri et quatre fonds spéculatifs nord-américains détenteurs **d'une partie de la dette du pays**, mettant un terme à **un différend de près de quinze ans** entre les deux parties. L'Argentine s'est engagée à régler, au 14 avril, 75 % des sommes dues à ses débiteurs, soit 4,6 milliards de dollars. Pour que l'accord soit effectif, le Parlement devra en approuver les termes et **abroger deux lois** constituant un obstacle technique au règlement. Alfonso Prat Gay, ministre des Finances, a indiqué qu'un accord définitif sur la dette permettra à son pays de **renouer avec les marchés financiers internationaux** et donc avec les investissements étrangers.

[en savoir plus](#)

jfa



Chypre







Le pays a annoncé le 7 mars qu'il **mettait fin à son programme d'assistance financière** avec deux mois d'avance. En 2013, 10 milliards d'euros avaient été accordés à l'État insulaire par la troïka, sur lesquels 7,25 milliards ont été utilisés. Harris Georgiades, ministre des Finances, a **informé les créanciers que son pays avait terminé les réformes** avant la date butoir officielle du 14 mai 2016. Bruxelles a toutefois estimé que certaines **actions prioritaires** – dont la privatisation de l'opérateur national de télécommunications Cyta – n'avaient pas été mises en œuvre. Pour autant, le déficit public a été ramené à 1 % (contre 8,9 % en 2014) et une **croissance de 1,4 % en 2015** a succédé à trois années de récession.

[en savoir plus](#)





jfa

<p>Inde</p> 	<p>Après de longs débats au Parlement, le gouvernement va mettre en place une agence (indépendante) de gestion de la dette (Public Debt Management Agency), sur les modèles américain et britannique. Actuellement, un département de la banque centrale (Reserve Bank of India) assure cette mission sous la tutelle du ministère des Finances. Selon le projet de loi présenté par le ministre Arun Jaitley, « le nouvel organisme portera les emprunts extérieurs et la dette intérieure du pays sous un même toit ». La création de cette nouvelle agence doit « résoudre le conflit d'intérêt auquel fait face RBI, entre le contrôle de l'inflation et la gestion des avoirs financiers de l'État ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Lituanie</p> 	<p>Le bureau des Marchés publics a été choisi par les cours des comptes des trois États baltes pour les assister dans le pilotage de la mise en œuvre du projet européen de voie ferroviaire Rail Baltica (qui reliera à terme Varsovie à Helsinki, soit 1 050 km). Baiba Rubesa, qui dirige le consortium chargé de la construction RB Rail, est d'avis que des économies importantes pourront être faites si les appels d'offres sont passés par une seule entité. Un groupe d'auditeurs nommés par les trois cours se réunit deux fois par an pour évaluer les facteurs de risque liés au projet. Le projet est financé à 85 % par l'Union européenne et la mise en service de la ligne est prévue pour 2025.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>



2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>États-Unis</p> 	<p>Saisi par une agence fédérale, le Government Accountability Office (équivalent de la Cour des comptes) a donné son accord pour que les personnels utilisent leurs propres matériels (ordinateur portable, smartphone, tablette) pour travailler. Cette initiative appelée BYOD (Bring Your Own Device) devra cependant être mise en place sur la seule base du volontariat et ne pourra faire l'objet d'aucune compensation financière (achat de l'appareil ou remboursement de l'abonnement auprès d'un opérateur téléphonique). En outre, l'Administration devra s'assurer que l'utilisation est conforme aux normes et directives édictées par le bureau national des Normes et des Technologies.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Italie</p> 	<p>Approuvé par le gouvernement le 3 mars, le nouveau code des marchés publics a été présenté par le ministre des Infrastructures et des Transports, Graziano Delrio qui le décrit comme une « réforme substantielle visant à porter enfin la procédure de l'achat public au niveau d'un grand pays européen ». Contenant 217 articles (au lieu de 600 précédemment), il se veut plus simple et plus transparent en mettant un terme à la pratique de l'attribution au moins-disant, en priorisant le critère de l'utilité publique et en introduisant un rôle plus incisif à l'autorité nationale anti-corrruption. Le ministre a précisé également que le risque opérationnel est désormais porté par le contractant.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Russie</p> 	<p>Faisant face à une situation financière difficile (due notamment à la baisse des revenus du pétrole et aux sanctions internationales), le gouvernement prend de nouvelles mesures pour limiter son déficit budgétaire. C'est dans ce contexte que Vladimir Poutine a annoncé la privatisation de plusieurs entreprises d'État (dont le géant pétrolier Rosneft et la compagnie aérienne Aeroflot). Des contraintes sont posées : aucune participation majoritaire ne sera cédée, les offres ne peuvent être financées par des prêts de banques publiques et les acheteurs ne peuvent être enregistrés en dehors du pays. Le bénéfice de l'opération a été estimé à 1 000 milliards de roubles (soit près de 12 milliards d'euros).</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Suède</p> 	<p>La Commission européenne a approuvé la compensation des obligations de service public à deux aéroports (Sundsvall Timrå et Skellefteå) à la suite de la demande effectuée par les autorités du pays. Depuis 2014, les États peuvent accorder une aide financière pour la gestion des aéroports dans les régions isolées (qui ont un trafic supérieur à 200 000 passagers par an), afin d'assurer l'accessibilité des territoires. À ce jour, seul l'aéroport d'Angoulême avait bénéficié, à titre exceptionnel, d'une telle mesure. Le pays a notifié son intention de confier aux exploitants des deux aéroports l'exécution d'un service d'intérêt économique général (SIEG).</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Espagne 	<p>Le Centro de Transferencia de Tecnología (service support pour l'administration électronique) a publié un bilan des économies réalisées depuis la mise en place de son système d'interconnexion de fichiers (SIR) en 2012. Avec 1 652 900 données échangées (soit une moyenne de 25 000 par semaine), le gain a été chiffré à 5 millions d'euros. Le logiciel, mis gratuitement à la disposition des administrations, permet un échange entièrement sécurisé de documents électroniques entre les services et est actuellement utilisé par l'administration générale de l'État, 8 communautés autonomes (sur 17), une province et 700 communes. CTT prévoit de déployer le système sur 20 000 sites de l'Administration.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Japon 	<p>Dans sa stratégie pour devenir la nation la plus avancée dans le domaine des technologies de l'information, le pays prévoit un recours croissant au cloud-computing (exploitation de serveurs distants via Internet). Outre une amélioration de la sécurité, de l'accessibilité et de la flexibilité, cette politique doit permettre, d'ici 2021, de réduire de 30 % les dépenses d'exploitation informatique de l'État. Dans ce cadre, IBM Japon et Fuji Electric, sous l'égide du ministère des Affaires intérieures et des Communications, ont annoncé leur collaboration pour la mise en place d'un système de cloud sécurisé à destination des collectivités locales. Cette innovation vise également à harmoniser et à mutualiser les pratiques informatiques.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>tc</i></p>
Pologne 	<p>Le gouvernement a présenté, le 26 février, sa nouvelle stratégie en matière d'administration électronique. Anna Streżyńska, ministre de la Numérisation, indique en préambule : « Nous avons aujourd'hui plus de 4 300 sites Internet et chacun fonctionne différemment ». Le plan énumère cinq principes clés : des services centrés sur l'utilisateur, un accès à des transactions sécurisées, la modernisation des infrastructures, la généralisation des données ouvertes et la formation à l'utilisation des services en ligne. Dans un premier temps, les deux portails Obywatel (citoyen) et ePUAP vont faire l'objet d'une refonte pour qu'ils jouent pleinement leur rôle de « passerelle vers tous les services de l'Administration ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Royaume-Uni 	<p>Une consultation publique d'une durée de huit semaines a été lancée sur le thème du partage et de l'utilisation des données dans les organisations du secteur public. Matt Hancock, ministre au Cabinet Office, a déclaré : « Les données sont le carburant de la révolution numérique ». La consultation vise à élaborer et recueillir des solutions pour : améliorer les services publics en favorisant le partage des données entre organismes, mettre en place un guichet unique pour les paiements effectués par les citoyens à l'Administration et autoriser l'utilisation des données personnelles pour des recherches d'intérêt public et la production de statistiques officielles.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

4 - Gestion des ressources humaines

Allemagne 	<p>La cour administrative d'appel (Verwaltungsgerichtshof) de Kassel a débouté, en seconde instance, le Land de Hesse qui contestait le fait de devoir prendre en charge les frais d'opération à titre préventif de l'une de ses fonctionnaires. Un diagnostic médical établissait chez cette femme un risque de cancer du sein évalué à 80 %. La juridiction a argumenté sa décision en indiquant qu'« un tel diagnostic devait, en pareil cas, être assimilé à une maladie déclarée et soumettait l'employeur public à la prise en charge des frais médicaux tel que le prévoit le statut général de la Fonction publique pour les agents titulaires de la Fédération et des Länder ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Bulgarie 	<p>Afin d'améliorer l'objectivité et la transparence dans le recrutement et la mobilité des agents de l'État, le gouvernement propose des modifications à la loi sur la Fonction publique. Les concours donnant accès aux emplois publics se dérouleront dorénavant en deux étapes organisées par l'Institut d'administration publique : la première servira à déterminer les compétences générales et son résultat sera valable trois ans, la seconde étape sera composée de tests permettant de déterminer le niveau des compétences spécifiques et les qualités professionnelles des candidats. Un portail dédié à la mobilité sera ouvert et comportera l'ensemble des postes vacants au sein de l'administration de l'État.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

Canada



La mise en place du **nouveau système de rémunération entièrement automatisé** des fonctionnaires fédéraux « Phénix » devrait faire nettement **diminuer le nombre d'anomalies**, et notamment les trop-perçus qui représentaient encore, fin 2015, un montant de 14,3 millions de dollars canadiens pour 9 340 agents concernés. Une fois l'erreur constatée, les ministères sont **tenus de recouvrer intégralement** les sommes dues en **prélevant sur les premières rémunérations disponibles**. À la demande du syndicat majoritaire (Alliance de la Fonction publique), le gouvernement a accepté de **repousser de deux mois** le début du déploiement du nouveau système, afin de limiter le nombre d'erreurs liées à la reprise des données.

[en savoir plus](#)

jfa

République tchèque



Jiří Dienstbier, ministre des Droits de l'homme, de l'Égalité des chances et de la Législation, veut qu'au moins **40 % des postes de direction soit occupés par des femmes** d'ici à 2020. Elles sont actuellement 61 % à sortir diplômées de l'enseignement supérieur mais ne représentent qu'une très faible proportion des cadres supérieurs de la Fonction publique. Le ministre a présenté un **plan d'action** en 38 mesures sur deux ans. Selon Lucia Zachariášová, déléguée du gouvernement pour l'égalité des sexes, « ce seuil permettra aux femmes d'avoir une **réelle influence sur la prise de décision**. Les femmes sont souvent en position défavorable, un **«plafond de verre»** les empêche d'accéder à des postes supérieurs ».

[en savoir plus](#)

jfa

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (*jfa*), THIBAUT CHASLERIES (*tc*),
VIRGINIE MA-DUPONT (*vmd*) /
NADINE BERNET, GENEVIÈVE RAFFAËLLI
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016



MINISTÈRE
DES FINANCES
ET DES COMPTES
PUBLICS

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE